

PENSÉE VERTE, PENSÉE TIERS-MONDISTE, PENSÉE GLOBALE¹

VÉRONIQUE DE LA BROSSÉ

Si la référence à l'écodéveloppement s'avère efficace pour dénoncer les dangers qu'une tendance "technoscientiste" de "l'utopie verte" ferait peser sur les rapports Nord-Sud, elle ne convainc pas de sa capacité à proposer une conception de développement dégagée des ornières des idéologies tiers-mondistes.

L'écologie devient un moyen de pouvoir alors qu'hier encore c'était une pensée provocante cultivée au sein de mouvements associatifs, sous l'empreinte de quelques sages observateurs de leur temps. Désormais, hommes d'affaires et hauts fonctionnaires prononcent de concert un credo bien structuré, promettant un avenir impeccable à tous ceux qui sauront trouver leur place dans la cité écologique. Des voix s'élèvent cependant pour lui rendre sa dimension critique et rappeler qu'elle n'est pas une annexe récente de la science économique ou politique, mais une réflexion sur l'exploitation de la nature et de l'homme qui fonde le modèle occidental tel qu'il s'est imposé au monde.

Le livre de Philippe Paraire s'inscrit dans la problématique de l'écodéveloppement née au début des années soixante-dix selon laquelle la croissance, indispensable aux pays pauvres, est encore possible à condition de trouver les modalités d'une gestion saine des ressources naturelles. Ceci suppose la fin du

gaspillage par les pays riches du patrimoine commun de l'humanité et l'aménagement d'un ordre international nouveau. L'écodéveloppement appelle à la coopération au niveau mondial puisque la crise du développement comme crise de l'environnement est un phénomène planétaire. Il repose également sur la compréhension de la spécificité des écosystèmes locaux (incluant les systèmes sociaux) dans la recherche d'un développement auto-centré, l'alternative étant le désastre écologique et le conflit entre le Nord et le Sud (Sachs, 1980).

Paraire restitue ces différents thèmes dans le contexte de cette fin de siècle où l'éclatement des blocs géopolitiques accentue la polarisation du monde en un Nord unifié, écologiquement conscient, et barricadé derrière un mur « de missiles et de visas » et un Sud qui laisse à lui-même s'orienter vers le développement sale. De ce déséquilibre et de la menace qu'aux yeux de l'Occident il fait peser sur la planète, au terme d'une décennie où le débat sur l'effet de serre, la couche d'ozone ou la disparition des forêts tropicales a consolidé la notion d'un écosystème mondial, émerge l'Utopie Verte.

LE CENTRE PENSANT ET LA PÉRIPHÉRIE SUBISSANTE

L'auteur nous met en garde : « L'Utopie Verte sera la énième catastrophe... que l'Occident aura servi au monde si la pire de ses applications l'emporte finalement : celle d'un monde riche nettoyé, vivant dans une opulence relative, et qui aurait réussi à repousser vers le Sud les déchets de sa vie

Véronique de la Brosse : Université Paris I, Stratégies Territoriales et Dynamiques des Espaces (STRATES), 191, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

1. À propos de *L'Utopie verte. Écologie des riches, écologie des pauvres*, Philippe Paraire, Paris, Hachette-Pluriel, 222 p.

fastueuse ». L'Utopie Verte, c'est l'avènement de "l'écologie globale" comme fondement théorique d'une "écotechnocratie nordiste" qui, d'une part, organise le transfert du risque technologique vers les pays pauvres et, d'autre part, utilise l'argument écologique pour restructurer à son profit les relations internationales. Composante la plus construite de la "nébuleuse écologique", médiatisée par des auteurs comme James Lovelock ou Joël de Rosnay, l'écologie globale s'appuie sur des théories biologiques en apparence sophistiquées pour développer la vision organiciste d'un système Terre géré par des programmes mondiaux où les notions de personne, d'identité, de territoire, n'ont plus cours.

L'accent polémique de cette introduction est stimulant pour ceux qui gardent au cœur le « *Besoin d'Afrique* » (E. Fottorino et al. 1992). Ceux-là ne peuvent se contenter du discours caritatif, ni du rationalisme simple des adeptes du marché mondial. Ils savent qu'une erreur est en train de se parfaire. Dans un monde où le catastrophisme est de mise dès lors que l'on parle de la nature, des animaux ou de cette tierce humanité éternelle victime d'elle-même, les intellectuels ne doivent pas renoncer au ton de la dénonciation. Tout un corpus scientifique se développe qui, prétextant l'interdisciplinarité, manie les références économiques, biologiques, philosophiques, pour justifier ou masquer les rapports de force. Alors que disparaissent du vocabulaire les mots d'oppression et de domination – remplacés de manière significative par le terme d'exclusion – on reparle d'ingénierie du social, de chantier de société.

Or c'est en Afrique, sur les rives du Nil, que se sont d'abord réalisés les rêves saint-simoniens. La Nubie multimillénaire a été engloutie par la retenue du barrage d'Assouan – le temple d'Abou Simbel, jugé digne de survivre, étant à grands frais sauvé des eaux – et le périmètre de la Gezira étale sur un million d'hectares le morne triomphe de la modernité d'hier. Mais pour que l'Occident tire profit de la leçon égyptienne ou soudanaise et d'autres encore, il faudrait que soit aboli le principe d'altérité qui veut que le centre pen-

sant et la périphérie subissante soient d'essence différente.

L'enjeu est clairement exprimé. La défaite de l'écologie, devenue un matériau de récupération avec lequel les écotechnocrates bâtissent notre avenir, est évoquée comme scénario possible par d'autres auteurs sous la forme d'une maison dont l'étage noble serait occupé par « une *nomenklatura* à la recherche d'un contrôle planétaire total où pouvoir et savoir seraient enfin confondus » tandis que les alternatifs, sous-développés et marginaux de toute espèce se disputeraient le rez-de-chaussée ou le sous-sol (Alphandéry, Bitoun et Dupont, 1991). Mais après avoir fermement posé les termes du problème, Philippe Paraire donne lui-même des signes de cette "indigence" qu'il reproche à la "pensée verte" et qui est plutôt celle de la pensée tiers-mondiste.

La majeure partie du livre est consacrée à un panorama des risques que l'activité humaine fait courir à l'ensemble de la planète, risques qu'il est aussi hypocrite que vain de vouloir concentrer dans les pays pauvres puisqu'un "effet-retour" ne manquera pas de se produire. Le développement économique de ces pays viendra demain peut-être achever le saccage de la terre, mais comment empêcher les Chinois ou les Indiens d'acheter des réfrigérateurs qui détruisent la couche d'ozone, comment reprocher aux pays tropicaux de raser leurs forêts pour implanter les cultures de rente avec lesquelles ils espèrent rembourser leur dette extérieure ? À la pression des Occidentaux, qui n'est pas désintéressée – le transfert des technologies propres est un commerce juteux – répond le chantage écologique des pays en voie d'industrialisation. La solution, nous dit l'auteur, est à chercher dans une approche "radicale" de l'écologie, or les "racines" du problème écologique résident dans l'inégalité entre les peuples et dans une conception destructrice du développement. Rapidement, dans les quelques pages de sa conclusion, Philippe Paraire dresse une liste de mesures, de son propre aveu « simples à définir, mais sans doute difficiles à prendre » pour mettre en œuvre le développement "réticulaire" c'est-à-dire « décentré, solidaire, réparti

et féminisé » des ONG et des groupements villageois, et "débrancher" le développement "tentaculaire" des transnationales et des forums internationaux.

LA GLOBALISATION DES SYSTÈMES DE PENSÉE

En soulignant les dangers de l'écologie globale, Philippe Paraire incite à faire le point sur la réflexion menée au cours des vingt dernières années autour du concept d'écodéveloppement, rebaptisé à la fin des années quatre-vingt développement durable (Godard, 1992). De la conférence de Stockholm qui donna naissance en 1972 au concept d'écodéveloppement à la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement dont le rapport publié en 1987 a vulgarisé la notion de développement durable, c'est sous l'égide des Nations-Unies que s'est énoncé un discours qui cherche à introduire la notion d'équité comme paramètre de la validité à long terme des choix économiques et politiques. Mais le discours ne s'est pas matérialisé, l'approche verticale reste dominante et les grands projets technobureaucratiques, instruments de la "nouvelle barbarie" (Morin, Kern, 1993) continuent à se mettre en place avec leur cortège de souffrances et de dénis de justice. Cela tient peut-être à une incompatibilité entre l'énorme machine internationale et le caractère à la fois subtil et terre à terre de la notion d'équité. Cela tient peut-être également au fait que les organisations internationales tendent à exercer le monopole dans la production de l'idéologie du développement.

Les Nations-Unies ou la Banque Mondiale disposent d'un réseau inégalé d'informateurs, opèrent un drainage des cerceaux à l'échelle de la planète et sont impliqués sur les terrains les plus divers dans des projets de toute nature. À cet égard on peut les comparer aux empires coloniaux du début de ce siècle. Comme eux, ces organisations souffrent d'une faiblesse qui leur vient de leur force : elles ont les moyens d'imposer leurs idées et il leur est par conséquent difficile de

promouvoir un débat externe à partir des analyses de terrain qu'elles sont pratiquement seules en mesure de produire, tandis qu'à l'intérieur du système l'innovation est étouffée par les luttes d'influence et par le souci d'efficacité immédiate. La globalisation pervertit notre système de pensée : quelle que soit la valeur intrinsèque d'une idée, ce qui importe c'est l'institution qui en est la source officielle, et l'ampleur des réseaux qu'elle atteint ou qu'elle contrôle.

Par réaction se développe, équivalent peut-être des replis sur soi de type corporatif ou ethnisant, un fondamentalisme scientifique qui refuse de s'impliquer dans des débats et des rapports de force débouchant éventuellement sur une crise identitaire et déontologique. Dans un mouvement paradoxal, s'opèrent des regroupements institutionnels destinés à préserver la présence sinon l'âme de la recherche nationale face aux systèmes mondiaux de production idéologique.

Devant ce processus de globalisation qui, du point de vue de la recherche française, s'accompagne d'une marginalisation de l'espace francophone et d'un dépérissement de ses réseaux, on ne peut que constater la faiblesse de l'alternative tiers-mondiste. Simple paresse d'esprit ou conséquence inéluctable de l'approche "Nord-Sud", le recours à la dialectique produit un certain manichéisme, que l'on retrouve dans l'ouvrage de Philippe Paraire, dans l'opposition entre les institutions internationales, vecteurs de l'écologie globale, et les ONG garantes de la diversité et du développement local. Les ONG sont de toute espèce, et pas exemptes *a priori* de dirigisme ni de dogmatisme et d'arrière-pensées. De même l'idée du *small is beautiful*, les minidigues par opposition aux grands barrages, n'est pas convaincante quand on sait ce qu'un simple puits, ou un petit périmètre irrigué de quelques hectares, peuvent provoquer de tensions sociales et de gaspillage écologique. D'autre part il reste à résoudre la question du devenir des grands projets implantés depuis le début du siècle. Étant donné les transformations qu'ils ont engendrées, tirer un trait est possible sur le papier, mais pas dans la vie.

LE "DIFFÉRENTIEL ÉCOLOGIQUE"

Le livre de Philippe Paraire contribue utilement à mettre en évidence les ambiguïtés d'un écologisme qui sert les intérêts économiques des puissances occidentales et des firmes transnationales. Cependant il présente lui-même l'ambiguïté inhérente au discours sur le sous-développement qui, tout en incitant à refuser la ségrégation, perpétue la vision d'un monde coupé en deux. L'idée que les autres, parce qu'ils sont sous-développés, procèdent d'une nature ou d'une rationalité différente, est profondément ancrée dans les mentalités. Nous voulons bien éventuellement reconnaître nos crimes à leur égard mais il nous est difficile d'admettre que nous puissions être égaux dans l'impuissance et dans l'incertitude. Paraire semble adhérer à la perspective d'un monde occidental maîtrisant le risque technologique et sachant gérer ses déchets ; or, il s'agit là de la vision optimiste propre aux écotecnocrates que par ailleurs il dénonce. Dans la réalité, les sociétés occidentales restent confrontées à des risques majeurs qu'elles ne contrôlent pas et dont elles ne peuvent que très partiellement effectuer le transfert dans les pays tiers, tels que la guerre, nucléaire ou non, ou la radioactivité.

La conception de l'auteur d'un "différentiel écologique", selon laquelle on ne peut empêcher que les pays pauvres passent par le stade du développement polluant à moins qu'une redistribution des richesses permette à tous un niveau de vie à la fois décent et écologiquement viable, reste une idée-force de l'écodéveloppement. Elle est peut-être le fondement de son échec en tant qu'alternative à la croissance zéro comme au développement économique de type classique. En effet on ne voit pas comment ni pourquoi les pays riches accepteraient une redistribution alors que leur position, qui n'est pas exempte de précarité, repose sur l'exploitation des ressources naturelles et humaines des pays dominés. D'autre part, si la croissance reste un droit pour les pays pauvres c'est qu'elle n'est pas mauvaise en soi, et comment dans ce cas fixer ses limites alors que dans les pays riches de vastes portions de la population en demeurent exclues ou très marginalement bénéficiaires ?

On ne voit pas très bien pourquoi les pays pauvres devraient exercer leur droit à l'erreur et se jeter à leur tour dans l'impasse que nous n'avons pas fini d'explorer. La croissance économique repose sur des processus d'accumulation et de contrôle foncièrement inégalitaires et déstabilisateurs et parler d'une croissance égale pour tous paraît à la limite de la mystification. À vrai dire c'est l'ensemble du débat sur le développement et tout simplement le terme de développement lui-même qui prend un caractère surréaliste quand on constate les déprédations opérées en son nom. À cet égard la différence entre "eux" et "nous" est de degré plus que de nature, et nous n'avons pas plus que les pays pauvres fait la démonstration d'un développement durable.

UNE NÉCESSAIRE MISE À PLAT DES ENJEUX ET DES MÉTHODES

La véritable différence entre développés et sous-développés est peut-être que les seconds sont confrontés de façon brutale et directe à la réalité alors que les premiers n'appréhendent celle-ci qu'à travers un écran de symboles et de représentations. Pour tout un courant de la pensée écologique occidentale, l'environnement est un concept (Kalaora, 1993) et l'avènement de l'écologie est le triomphe d'une idée avant d'être la conséquence de la pollution du Rhin ou des nuisances de la vie quotidienne dans nos sociétés industrielles (cf. par exemple Moscovici ou Lalonde, 1993). Comme tel c'est un produit occidental exportable dans les pays tiers à condition d'être associé à cette autre production idéologique des pays du Nord qu'est le développement.

Tandis que se poursuit la discussion sur l'écodéveloppement, les pasteurs trouvent des résidus d'engrais chimiques dans le lait de leurs chamelles et les travailleurs migrants meurent de la malaria cérébrale sur les aménagements hydro-agricoles éthiopiens ou soudanais (de La Brosse, 1993). Le problème de l'existence d'une conscience écologique dans les pays du Sud et la question de savoir comment concilier le développement et l'environnement apparaît en maints endroits un débat dépassé. C'est en terme de restauration, de préservation et de réconciliation de l'homme et de son milieu que l'on doit raisonner, étant donné l'ampleur des dégâts. Ici s'ouvre, comme le souligne Philippe Paraire, un nouveau débouché pour les produits technologiques et symboliques occidentaux. Pour éviter que l'écologisme ou le "business vert" ne s'empare des dépouilles du développement, il faut trouver les termes d'un dialogue qui à l'avenir empêche de penser et de décider à la place des autres. Il faut développer une analyse des pratiques et des représentations de l'environnement qui s'étende à tous les acteurs (Pivot, 1993). Il faut respecter les divergences et se concevoir, en tant que chercheur, en médiateur qui s'interpose et qui apporte un recul, plutôt qu'en juge qui évalue et qui tranche en vertu d'un code plus ou moins obscur.

Le sort réservé, dans la décennie précédente, à la problématique "femmes et développement", illustre le double processus de marginalisation/institutionnalisation qui résulte de la difficile collaboration entre la recherche et les organisations internationales. Les études de terrain qui ont mis en évidence les discriminations dont les femmes du Sud sont victimes dans le cadre des politiques de développement ont eu un impact mineur dû à la fois au statut subalterne de leurs auteurs dans les milieux scientifiques occidentaux et à l'opinion répandue dans ces mêmes milieux que le féminisme est une idée et par conséquent un luxe pour les pays en voie de développement. La résistance, qui a pris des formes diverses, violente ou passive, individuelle ou collective, des paysannes dépossédées de leurs terres n'a trouvé qu'un faible écho chez les chercheurs tiers-mondistes. Des départements "Femmes et Développement" ont été créés dans la plupart des organisations internationales et pas un projet n'est approuvé qui n'ait sa "composante femmes", cependant la remise en cause du développement qu'aurait pu apporter une perspective féministe a avorté faute d'une contribution substantielle des différentes disciplines des sciences humaines. Les enjeux et les hiérarchies internes au milieu

de la recherche d'une part, la disjonction entre le temps long du chercheur et le court ou moyen terme du planificateur ou du responsable de projet d'autre part, ont fait que la question de la place des femmes dans le développement a été institutionnalisée avant d'être pensée. En conséquence, elle appartient aujourd'hui à la langue de bois du système d'assistance internationale et elle est largement dédaignée en tant que question de recherche.

Il pourrait en aller de même pour la recherche écologique et plus particulièrement pour la recherche écologique dans les pays du Sud. Le travail très dense de coordination que demande la nécessaire construction d'une approche interdisciplinaire n'est pas gratifiant en terme de statut, parce que son caractère innovateur sur le plan scientifique n'est pas perçu et qu'il se trouve confronté aux habitudes d'enfermement disciplinaire. Une interdisciplinarité de façade et purement institutionnelle pourrait se mettre en place qui discréditerait l'effort d'interdisciplinarité comme dynamique interne. Renforçant le poids des structures d'administration de la recherche et celui des bailleurs de fonds qui présentent au chercheur la "demande sociale", cette évolution aurait pour effet d'évacuer la complexité et l'incertitude de la démarche scientifique, réduisant sa puissance d'invention.

CONCLUSION

Pour conclure, l'ouvrage de Philippe Paraire contribue à une prise de conscience des enjeux que recouvre un discours technoscientiste, ou écotecnocratique, sur l'environnement et le développement. Cependant, son analyse et les solutions qu'il propose reflètent les ambiguïtés conceptuelles et structurelles de l'écodéveloppement. Ambiguïtés voulues et assumées dans une certaine mesure par les promoteurs de ce concept, mais qui n'ont pas encore permis de réduire l'antinomie d'un développement équitable.

La pensée tiers-mondiste peut se reprocher les lacunes imputées à la pensée

écologiste, dans la mesure où elle établit un diagnostic général sur le rapport Nord-Sud sans pouvoir proposer d'alternative en dehors d'une imprécise philosophie de l'action fondée sur une déclaration de principes. Lorsqu'elle devient systémique, elle perd de sa valeur épistémologique, tandis que la question se pose de son impact sur le terrain, vingt ans après la consécration de l'écodéveloppement par le système des Nations-Unies. L'équivoque pèse sur cette pensée véhiculée par un système mondial alors qu'elle se veut enracinée dans les spécificités locales – équivoque qui ne peut manquer d'être perçue dans les pays du Sud. Parce que l'écodéveloppement fait une large place à la recherche pour la compréhension des écosystèmes locaux, de l'articulation entre systèmes naturels et systèmes sociaux, de la diversité et de l'interdépendance, c'est en partie dans les questions propres à l'état de la recherche que devrait s'approfondir la réflexion. Le problème du rapport entre la recherche et l'action se posera avec de plus en plus d'acuité, débouchant peut-être sur celui de la responsabilité, de

l'engagement ou de l'absence des chercheurs tiers-mondistes, des chercheurs en général, face à des situations extrêmes fortement investies, au nom d'un droit d'ingérence, par le pouvoir politique et médiatique. ■

Références

- Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y. (1991). *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte.
- De La Brosse V. (1993). Grands projets d'irrigation en Éthiopie, en Érythrée et au Soudan : pour une approche comparative. *Natures, Sciences, Sociétés*, 1 (4) :364-366.
- Fottorino E., Guillemin Ch., Orsenna E. (1992). *Besoin d'Afrique*, Paris, Fayard.
- Kalaora B. (1993). Le sociologue et l'environnement, *Natures, Sciences, Sociétés*, 1 (4), 309-316.
- Godard O. Note sur le développement soutenable ("sustainable development"), Préparation du XI^e Plan, Commission "Environnement économie croissance". CIRED, Paris.
- Lalonde B. (1993). Les origines du mouvement écologique, in *Le défi écologiste*, Sous la direction de Marc Abélès, Paris, L'Harmattan.
- Moscovici S. (1993). La polymérisation de l'écologie, In *Le défi écologiste*, sous la direction de Marc Abélès, Paris, L'Harmattan.
- Morin E., Kern A. (1993). *Terre-Patrie*, Paris, Éditions du Seuil.
- Pivot A. (1993). Écologie et sciences sociales, pour un dialogue durable, *Natures, Sciences, Sociétés*, 1 (4), 351-353.
- Sachs I. (1980). *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions Ouvrières.